Convention AU-CEVAWG

Éliminer la Violence contre les Femmes et les Filles

Un cadre juridique contraignant pour protéger les droits des femmes et des filles en Afrique

L'Initiative Afroféministe pour le Développement des Droits Humains en Afrique de l'Ouest Francophone (AIHRDFWA) est mise en œuvre par le Réseau des femmes leaders pour le développement (RFLD) et financée par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), avec le soutien de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Convention de l'Union Africaine adoptée en 2025

La **Convention sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles** fournit un cadre juridique contraignant pour prévenir, éliminer et répondre à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles dans les sphères publiques, privées et le cyberespace.

MOOC conçu pour :

ONG | Activistes | Mouvements

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

À propos du MOOC et avertissement

Usage éducatif uniquement

Ce MOOC est une **ressource éducative** qui ne remplace en aucun cas un conseil juridique professionnel. Les informations fournies sur la Convention de l'Union Africaine sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles (AU-CEVAWG) sont à des fins de sensibilisation et de formation uniquement.

Cadre légal national prioritaire

Les lois nationales des pays respectifs priment toujours sur le contenu de ce MOOC. Les ONG, activistes et mouvements doivent se référer en priorité aux cadres légaux en vigueur dans leur juridiction. La Convention AU-CEVAWG nécessite une transposition dans les législations nationales.

Comment utiliser ce MOOC efficacement

- Parcourez l'ensemble des modules pour une compréhension complète de la Convention
- Adaptez les outils proposés à votre contexte local spécifique
- Partagez les connaissances acquises avec votre réseau et vos équipes
- Utilisez les études de cas comme source d'inspiration pour vos propres initiatives

Pour toute question : PROGRAMS@RFLGD.ORG

Assistance juridique : Contactez un professionnel local

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

L'Initiative AIHRDFWA & Pourquoi ce MOOC?

L'Initiative Afroféministe pour le Développement des Droits Humains

L'AIHRDFWA est une initiative innovante à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest francophone visant à **contrer le rétrécissement de l'espace civique**, à **renforcer la société civile** (particulièrement les organisations de défense des droits des femmes), et à **promouvoir l'élaboration de politiques inclusives** dans la région.

Cette initiative s'appuie sur des méthodes participatives pour garantir que les acteurs de la société civile définissent l'ordre du jour dans les forums nationaux et supranationaux.

Pourquoi ce MOOC sur la Convention AU-CEVAWG?

La Convention AU-CEVAWG adoptée en février 2025 est **le premier instrument juridiquement contraignant** à l'échelle continentale pour prévenir, éliminer et répondre à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles.

- Permet aux ONG de s'appuyer sur un cadre légal solide dans leur plaidoyer
- Fournit des mécanismes concrets de protection et de réponse aux VFF
- Crée des obligations légales pour les États signataires
- Représente une avancée historique pour les droits des femmes en Afrique

ONGs

Plaidoyer basé sur des obligations légales et développement de services alignés

Activistes

Mobilisation et sensibilisation appuyées par un instrument juridique continental

Mouvements

Renforcement des coalitions et actions collectives avec légitimité juridique

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Contexte historique : Les violences faites aux femmes et aux filles (VFF) en Afrique

Les violences faites aux femmes et aux filles (VFF) continuent de représenter une violation majeure des droits humains en Afrique, malgré les nombreux instruments juridiques existants et les efforts déployés par les États et la société civile.

Statistiques alarmantes

46%

des femmes africaines ont subi des violences physiques ou sexuelles de la part d'un partenaire intime

3.1

taux de féminicide pour 100,000 femmes en Afrique, l'un des plus élevés au monde

200M

femmes et filles ayant subi des mutilations génitales féminines en Afrique et au Moyen-Orient

40%

des filles sont mariées avant l'âge de 18 ans dans certains pays d'Afrique de l'Ouest

Contextes d'apparition

Les VFF se manifestent dans diverses situations et sont exacerbées par :

- Les **inégalités structurelles** entre hommes et femmes
- Les **normes socioculturelles** discriminatoires
- Les **situations de conflit** et de post-conflit
- Les **crises humanitaires** et climatiques
- La **pauvreté** et le manque d'accès aux ressources
- L'**émergence du numérique** sans cadres de protection adéquats

Formes de violence rencontrées

Violence physique | Violence psychologique | Violence sexuelle | Violence économique | Pratiques traditionnelles néfastes | Cyberviolence | Violence institutionnelle | Violence en situation de conflit

L'urgence d'agir :
Malgré les avancées législatives nationales et internationales, le besoin d'une **Convention continentale juridiquement contraignante** est devenu évident pour harmoniser les approches et renforcer les mécanismes d'application. La Convention AU-CEVAWG répond à cette nécessité historique.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Introduction à la Convention AU-CEVAWG : Genèse et adoption

La **Convention de l'Union Africaine sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles (AU-CEVAWG)** est un instrument juridique continental historique adopté en février 2025, conçu pour harmoniser les efforts de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique.

La première Convention continentale

La Convention AU-CEVAWG représente :

- Le **premier instrument juridiquement contraignant** à l'échelle continentale spécifiquement dédié à l'élimination des VFF
- Une approche **holistique et inclusive** qui reconnaît toutes les formes de violence
- Un cadre qui renforce les mécanismes nationaux existants tout en créant des **obligations régionales** pour les États parties
- Une réponse aux limites des instruments précédents comme le Protocole de Maputo qui manquait de mécanismes d'application efficaces

Adoption officielle :
Adoptée lors de la 38ème Session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union Africaine à Addis-Abeba, Éthiopie, le 18 février 2025

Chronologie de développement

2003
Adoption du Protocole de Maputo établissant les bases de la protection des droits des femmes

2015
Agenda 2063 de l'UA identifie l'égalité des genres comme une priorité continentale

2019-2020
Premières consultations régionales sur le besoin d'un instrument juridique spécifique

2021-2022
Formation du comité d'experts pour la rédaction de la Convention

2023
Consultations avec les États membres et la société civile

2024
Finalisation du texte et validation technique

Février 2025
Adoption officielle de la Convention par l'Assemblée de l'UA

Pourquoi cette Convention est-elle historique ?
Elle marque un **tournant décisif** dans l'engagement du continent africain à lutter contre les VFF. Pour la première fois, l'Afrique dispose d'un outil juridique qui aborde spécifiquement toutes les dimensions des violences, incluant les formes émergentes comme les cyberviolences, et prévoit des mécanismes de mise en œuvre et de suivi concrets.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Définitions clés de la Convention AU-CEVAWG

L'Article 1 de la Convention AU-CEVAWG établit un cadre conceptuel précis pour garantir une compréhension commune et harmonisée des termes utilisés. Ces définitions sont fondamentales car elles déterminent la portée des protections offertes et orientent l'interprétation juridique du texte.

Violence contre les femmes et les filles

"Tout acte de violence fondé sur le genre qui cause ou pourrait causer un préjudice physique, sexuel, psychologique, émotionnel, économique ou autre aux femmes et aux filles, y compris les menaces de tels actes."

Discrimination à l'égard des femmes

"Toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe ayant pour effet ou but de compromettre ou détruire la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes des droits humains et libertés fondamentales."

Personnes vulnérables

"Personnes dont les circonstances personnelles, sociales, économiques ou environnementales augmentent leur risque d'être victimes de violence, notamment les femmes handicapées, les femmes âgées, les femmes migrantes, les femmes réfugiées et déplacées."

Pratiques néfastes

"Comportements, attitudes et pratiques fondés sur la tradition, la culture, la religion, la superstition ou d'autres raisons, qui affectent négativement les droits fondamentaux des femmes et des filles, incluant les MGF, mariages d'enfants et forcés."

Violence sexuelle et sexiste

"Actes infligés à une personne contre sa volonté, fondés sur les normes de genre et les relations de pouvoir inégales, incluant le viol, l'agression sexuelle, le harcèlement sexuel et l'exploitation sexuelle."

Féminicide

"Meurtre intentionnel de femmes et de filles en raison de leur genre, résultant de relations inégales de pouvoir entre hommes et femmes, pouvant être perpétré par des personnes connues ou inconnues."

Pourquoi ces définitions sont-elles importantes ?

Ces définitions officielles établissent un **langage commun pour la lutte contre les VFF** en Afrique. Elles permettent une application uniforme de la Convention dans tous les États membres et facilitent l'harmonisation des législations nationales avec les standards continentaux.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Objectifs principaux de la Convention AU-CEVAWG

La Convention AU-CEVAWG établit un cadre juridique global et contraignant avec des objectifs clairs pour éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles en Afrique.

Objectif central

Promouvoir et protéger tous les **droits humains des femmes et des filles** en Afrique, en garantissant leur dignité, leur intégrité, leur sécurité et leur égalité.

Élimination des VFF

Mettre fin à toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes et des filles, y compris les violences physiques, sexuelles, psychologiques et économiques.

Prévention

Établir des mesures préventives globales pour éliminer les causes profondes des violences, notamment à travers l'éducation et la sensibilisation.

Protection

Assurer des mécanismes de protection efficaces pour les survivantes de violences, incluant des services d'assistance médicale, psychosociale et juridique.

Poursuite des auteurs

Lutter contre l'impunité en renforçant les mécanismes judiciaires pour poursuivre et sanctionner efficacement les auteurs de violences.

Réparation

Garantir des réparations justes et efficaces pour les victimes, incluant indemnisation, réhabilitation et garanties de non-répétition.

Harmonisation législative

Assurer l'harmonisation des lois et politiques nationales avec les standards internationaux des droits humains relatifs à la protection contre les VFF.

Engagement transformateur :
La Convention vise une **transformation profonde des sociétés africaines** pour créer un environnement où les femmes et les filles peuvent vivre sans peur de la violence, dans l'égalité pleine et entière avec les hommes et les garçons.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Principes directeurs de la Convention

La **Convention de l'Union Africaine sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles** s'appuie sur un ensemble de principes fondamentaux qui guident son interprétation et sa mise en œuvre. Ces principes reflètent les valeurs africaines contemporaines tout en s'alignant sur les standards internationaux des droits humains.

Égalité et non-discrimination

Promotion de l'égalité substantielle entre les femmes et les hommes et élimination de toutes les formes de discrimination basées sur le genre.

Protection des victimes

Approche centrée sur les survivantes, reconnaissant leurs besoins spécifiques et garantissant leur sécurité, leur dignité et leur rétablissement.

Responsabilisation

Obligation des États à prévenir, poursuivre et punir les actes de violence, et à garantir des recours effectifs pour les survivantes.

Inclusion et participation

Implication active des femmes, des filles et des organisations de la société civile dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et programmes.

Approche multisectorielle

Coordination entre tous les secteurs pertinents (justice, santé, éducation, services sociaux) pour une réponse globale et cohérente.

Intérêt supérieur des enfants

Protection spéciale pour les filles et considération primordiale de leur intérêt supérieur dans toutes les actions qui les concernent.

Application pratique : Ces principes doivent guider l'interprétation de chaque disposition de la Convention et orienter l'élaboration des lois, politiques et programmes nationaux. Ils constituent le socle éthique sur lequel repose l'ensemble du dispositif de protection contre les VFF.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Portée et champ d'application de la Convention AU-CEVAWG

La Convention adopte une approche holistique et inclusive pour garantir la protection de toutes les femmes et filles contre toutes formes de violence. Sa portée est délibérément large pour combler les lacunes des instruments précédents.

Personnes protégées

La Convention s'applique explicitement à :

- **Toutes les femmes** sans distinction d'âge, de nationalité, de statut migratoire, de condition sociale, d'orientation sexuelle, d'identité de genre ou d'appartenance ethnique
- **Toutes les filles** jusqu'à l'âge de 18 ans, avec des protections spécifiques adaptées
- **Femmes en situation de vulnérabilité** : réfugiées, déplacées internes, femmes handicapées, femmes âgées, femmes vivant avec le VIH

Portée géographique et juridique

- **Portée continentale** : applicable dans les 55 États membres de l'Union Africaine après ratification
- **Force juridique contraignante** : crée des obligations légales pour les États signataires
- **Harmonisation juridique** : vise à uniformiser les protections à travers le continent

Formes de violence couvertes

Violence physique · Violence psychologique · Violence sexuelle · Violence économique · Mutilations génitales féminines · Mariages d'enfants · Violence en ligne · Harcèlement sexuel au travail · Violence en milieu scolaire · Violence obstétricale · Violence dans les conflits · Stérilisation forcée

Contextes d'application

La Convention s'applique dans **tous les contextes**, qu'ils soient publics ou privés, y compris :

- Sphère domestique
- Lieux de travail
- Institutions éducatives
- Espaces numériques
- Institutions publiques
- Zones de conflit

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Obligations générales des États parties

La Convention AU-CEVAWG définit un cadre juridiquement contraignant qui impose aux États parties des obligations précises pour lutter efficacement contre toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles.

Piliers des obligations étatiques

Conformément à l'Article 2 de la Convention, les États parties s'engagent à mettre en œuvre des mesures concrètes selon 5 axes d'intervention fondamentaux :

Cadre juridique
Adopter, réviser et appliquer des lois interdisant toutes les formes de violence, y compris des sanctions appropriées contre les auteurs

Protection
Établir des mécanismes de protection, de soutien et d'assistance aux victimes et survivantes, incluant des services médicaux et psychosociaux

Allocation de ressources
Prévoir des ressources budgétaires suffisantes et mobiliser des financements pour la mise en œuvre effective des mesures de prévention et d'élimination

Sensibilisation et éducation
Intégrer dans les programmes éducatifs et sensibiliser le public pour transformer les normes socioculturelles et combattre les stéréotypes

Collecte de données
Recueillir et analyser systématiquement des données ventilées sur l'incidence et la prévalence des violences pour éclairer les politiques

Renforcement des capacités
Former les professionnels concernés (justice, police, santé, éducation) aux approches tenant compte du genre et centrées sur les survivantes

Principe fondamental : approche centrée sur les survivantes
Les États parties doivent placer les droits, les besoins et la sécurité des **femmes et des filles survivantes** au centre de toutes les mesures adoptées. Cette approche vise à **éviter la re-victimisation** et à **autonomiser les survivantes** tout au long des procédures juridiques et des processus de réhabilitation.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 1 - Définitions et terminologie de la Convention AU-CEVAWG

L'Article 1 de la Convention établit une **base commune de compréhension** pour interpréter correctement et uniformément tous les articles et dispositions. Ces définitions constituent le socle juridique du texte et reflètent l'approche globale adoptée par l'Union Africaine.

Violence à l'égard des femmes et des filles

Tout acte de violence fondé sur le genre qui cause ou est susceptible de causer un préjudice physique, sexuel, psychologique, économique ou tout autre préjudice aux femmes et aux filles, y compris les menaces, la coercition ou la privation arbitraire de liberté.

Discrimination

Toute distinction, exclusion ou restriction fondée sur le sexe qui a pour effet ou but de compromettre ou d'anéantir la reconnaissance, la jouissance ou l'exercice par les femmes et les filles des droits humains et libertés fondamentales.

Genre

Les attributs et opportunités socialement construits associés aux femmes et aux hommes, ainsi que les relations entre eux. Ces constructions sociales varient selon les contextes et peuvent évoluer au fil du temps.

Pratiques néfastes

Toutes les pratiques, comportements, attitudes et/ou croyances qui affectent négativement les droits fondamentaux des femmes et des filles, telles que les mutilations génitales féminines, les mariages d'enfants et autres pratiques traditionnelles discriminatoires.

Importance des définitions juridiques :

Ces définitions permettent d'établir la **portée juridique de la Convention** et de déterminer précisément les obligations des États parties. Elles créent un **langage commun** pour aborder les VFF à travers le continent africain tout en reflétant les spécificités culturelles et sociales du contexte africain.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 2 - Objectifs et buts de la Convention

L'article 2 de la Convention définit clairement les objectifs principaux que les États parties s'engagent à poursuivre pour éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et les filles en Afrique.

Objectifs fondamentaux de la Convention

- Promouvoir et renforcer les cadres législatifs et politiques pour **prévenir et éliminer** toutes les formes de VFF
- Assurer l'accès à la **justice, protection et réparations** pour les femmes et les filles victimes/survivantes
- Établir des mécanismes **d'obligation redditionnelle** pour les auteurs de violations et l'impunité
- Fournir une **assistance holistique** aux victimes/survivantes, incluant l'accès aux services médicaux, psychosociaux et juridiques
- Protéger les femmes et les filles contre **toutes formes de violence**, y compris dans les situations de conflit
- Promouvoir l'**éducation** et la sensibilisation pour transformer les normes sociales et culturelles discriminatoires

Points clés à retenir :

- La Convention définit une **approche holistique** combinant prévention, protection, poursuite et réparation
- Les objectifs couvrent **toutes les formes de violence** dans tous les contextes, y compris numériques et conflictuels
- L'accent est mis sur la **transformation des normes sociales** pour s'attaquer aux causes profondes des VFF

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 3 - Principes généraux de la Convention

L'Article 3 de la Convention AU-CEVAWG établit les principes fondamentaux qui guident l'interprétation et l'application de toutes les dispositions de la Convention. Ces principes s'alignent sur les valeurs africaines progressistes tout en respectant les standards internationaux des droits humains.

> **Importance des principes généraux :**
> Les principes généraux servent de **fondement interprétatif** pour toutes les mesures prises par les États parties dans la mise en œuvre de la Convention et permettent de **résoudre les ambiguïtés** dans l'application des dispositions spécifiques.

Principes directeurs énoncés à l'Article 3

Égalité et non-discrimination
Respect de l'égalité entre les femmes et les hommes et interdiction de toute forme de discrimination.

Dignité humaine
Respect et promotion de la dignité inhérente à chaque personne, en particulier les femmes et les filles.

Protection contre les violences
Droit de toutes les femmes et filles à la protection contre toutes formes de violence.

Intérêt supérieur de l'enfant
Considération primordiale accordée à l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes les actions concernant les enfants.

Inclusion et accessibilité
Élimination des barrières empêchant l'accès des femmes et des filles aux services et à la justice.

Approche participative
Implication des femmes, y compris celles en situation de vulnérabilité, dans les processus décisionnels.

Valorisation des valeurs positives
Promotion des valeurs africaines positives fondées sur les principes d'égalité et de dignité humaine.

Tolérance zéro
Interdiction absolue de toute forme de violence à l'égard des femmes et des filles.

Application pratique
Les États parties doivent intégrer ces principes dans leurs lois, politiques et programmes nationaux. Ces principes servent également de guide pour les juges, les policiers et les travailleurs sociaux dans leurs interactions avec les victimes de violence.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 4 - Obligations générales des États parties

L'Article 4 détaille les engagements concrets que les États signataires doivent prendre pour éliminer toutes les formes de violence contre les femmes et les filles, assurer leur protection et garantir leurs droits fondamentaux.

Cadre législatif et politique

- **Intégrer** les dispositions de la Convention dans les législations nationales
- **Abroger** toutes les lois et pratiques discriminatoires envers les femmes et les filles
- **Adopter** des politiques, stratégies et plans d'action pour éliminer les VFF
- **Allouer** des ressources budgétaires suffisantes pour les programmes de prévention et de protection
- **Punir** adéquatement les auteurs de VFF et interdire toute forme d'impunité
- **Créer** des mécanismes de coordination nationaux pour la mise en œuvre des politiques

Protection et prévention

- **Garantir** l'accès des victimes à la justice, aux recours et à la réparation
- **Établir** des services de soutien complets (juridiques, médicaux, psychosociaux)
- **Mettre en place** des programmes éducatifs pour promouvoir l'égalité de genre
- **Former** les professionnels en contact avec les victimes (police, justice, santé)
- **Collecter** des données désagrégées sur la prévalence des VFF
- **Impliquer** la société civile et les organisations de défense des droits des femmes

Engagements spécifiques :

Protection des groupes vulnérables · Services de santé accessibles · Réformes judiciaires · Sensibilisation publique · Réhabilitation des auteurs · Coopération régionale · Éducation aux droits · Suivi et évaluation

Important : L'Article 4 stipule clairement qu'aucune circonstance exceptionnelle (conflits armés, instabilité politique, états d'urgence) ne peut être invoquée pour justifier des actes de violence contre les femmes et les filles ou pour se soustraire aux obligations de la Convention.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 5 - Élimination des pratiques néfastes traditionnelles

L'Article 5 de la Convention AU-CEVAWG engage les États parties à interdire et éliminer **toutes les pratiques traditionnelles néfastes** qui perpétuent la violence à l'égard des femmes et des filles et qui sont justifiées par la coutume, la tradition, la religion ou la culture.

Pratiques néfastes ciblées

Mutilations génitales féminines (MGF)

Toutes procédures impliquant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes féminins ou toute autre lésion des organes génitaux féminins pour des raisons non médicales.

Mariages d'enfants, précoces et forcés

Toute union où au moins l'un des conjoints est âgé de moins de 18 ans ou où le consentement libre et plein n'a pas été obtenu.

Autres pratiques identifiées

- Lévirat
- Sororat
- Tests de virginité
- Crimes d'honneur
- Enlèvements pour mariage

Obligations des États parties

- **Promulguer et appliquer** des législations interdisant toutes les pratiques néfastes
- **Établir des mécanismes** de protection juridique et de soutien pour les victimes
- **Sensibiliser et éduquer** les communautés sur les conséquences néfastes de ces pratiques
- **Former les professionnels** concernés (santé, éducation, justice, police)
- **Collecter des données** pour suivre la prévalence et l'efficacité des mesures

Actions spécifiques requises :

1. Fixer l'âge minimum du mariage à 18 ans pour tous les individus
2. Criminaliser toutes formes de MGF et pratiques associées
3. Mettre en place des programmes de réhabilitation pour les victimes

Une approche globale et transformative :
L'Article 5 exige une **transformation profonde des normes sociales et culturelles** qui perpétuent ces pratiques, tout en respectant les valeurs culturelles positives. Les États doivent s'attaquer aux causes profondes et aux facteurs structurels qui contribuent à la persistance de ces pratiques.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 6 - Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

L'Article 6 de la Convention AU-CEVAWG établit des garanties fondamentales pour protéger l'intégrité physique et la dignité des femmes et des filles contre toutes les formes de violence.

Droits fondamentaux garantis

Droit à la vie

Chaque femme et fille a le droit inhérent à la vie et ne peut être arbitrairement privée de ce droit sous aucun prétexte, y compris au nom de pratiques traditionnelles, culturelles ou religieuses.

Droit à la liberté

Les femmes et les filles ont le droit à la liberté personnelle et ne peuvent être soumises à aucune forme de restriction ou de privation de liberté fondée sur leur genre.

Droit à la sécurité

Chaque femme et fille a droit à l'intégrité physique, psychologique et sexuelle, sans crainte de violences ou de menaces, dans tous les espaces publics et privés.

Obligations des États parties

Les États parties doivent prendre des mesures législatives, administratives, judiciaires et autres pour garantir que :

- Les actes de violence contre les femmes et les filles soient érigés en **infractions pénales** dans la législation nationale
- Les femmes et les filles soient **protégées contre la torture** et les traitements cruels, inhumains ou dégradants
- Des **mécanismes d'application de la loi** soient établis pour prévenir et éliminer les cas de féminicide et de violence grave
- Les femmes et les filles soient **protégées en temps de conflit armé** conformément au droit international humanitaire
- Les **services essentiels** soient disponibles pour les victimes et survivantes de violence

Point clé :
L'Article 6 constitue le **fondement juridique de la protection** de la vie des femmes et des filles face aux violences basées sur le genre, incluant le féminicide et toutes les formes d'attaques contre leur intégrité. Cette protection s'étend à tous les contextes : familial, communautaire, institutionnel et conflictuel.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 7 - Droit d'accès à la justice et à l'égalité devant la loi

L'Article 7 établit des normes essentielles pour garantir que les femmes et les filles aient accès à la justice dans des conditions d'égalité avec les hommes, et que les systèmes juridiques soient adaptés pour traiter efficacement les cas de violence basée sur le genre.

Égalité juridique

- Reconnaissance de la **personnalité juridique égale** des femmes et des filles
- Protection identique des droits fondamentaux
- Suppression des lois et pratiques discriminatoires
- Interdiction de l'impunité pour les auteurs de VFF

Accès à la justice

- Services juridiques **abordables et accessibles**
- Procédures judiciaires adaptées aux besoins des survivantes
- Protection contre la victimisation secondaire
- Interprétation juridique sensible au genre

Services d'accompagnement

- Assistance juridique **gratuite ou à faible coût**
- Services de conseil psychosocial
- Mesures de protection pendant les procédures
- Information adaptée sur les droits et recours disponibles

Obstacles à l'accès à la justice que les États doivent éliminer

- Coûts financiers excessifs
- Barrières linguistiques
- Éloignement géographique
- Stigmatisation sociale
- Analphabétisme juridique
- Préjugés des magistrats
- Procédures complexes
- Manque de confidentialité
- Corruption judiciaire

Disposition clé de l'Article 7 :

> Les États parties s'engagent à modifier les normes sociales et culturelles de conduite des femmes et des hommes, y compris par l'éducation publique, les programmes d'information et de communication, afin d'éliminer les préjudices et les pratiques fondés sur l'idée d'infériorité ou de supériorité de l'un ou l'autre sexe qui légitiment ou exacerbent la violence à l'égard des femmes et des filles.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 8 - Protection contre toutes les formes de violence

L'Article 8 de la Convention AU-CEVAWG établit les obligations des États parties concernant la protection des femmes et des filles contre toutes les formes de violence. Cet article impose des mesures concrètes et multisectorielles.

Obligations de protection

Les États parties doivent prendre des mesures législatives, administratives, sociales et économiques pour garantir :

Protection juridique

- Des cadres juridiques complets interdisant toutes les formes de violence
- L'accès à la justice et à des recours efficaces pour les victimes
- Des procédures judiciaires sensibles au genre

Services de soutien

- Des services d'assistance téléphonique gratuits 24h/24
- Des centres d'accueil et d'hébergement accessibles
- Des soins médicaux d'urgence sans frais pour les survivantes

Mesures spécifiques exigées

L'Article 8 exige que les États parties mettent en place :

- Des **ordonnances de protection** permettant l'éloignement immédiat des agresseurs
- Des **procédures accélérées** pour les affaires de violence basée sur le genre
- Des **programmes de réhabilitation** pour les auteurs de violences
- Des **mécanismes d'alerte précoce** pour prévenir les violences dans les zones à risque
- Une **protection renforcée** pour les femmes et filles en situation de vulnérabilité (réfugiées, migrantes, en situation de handicap, etc.)

Interdiction formelle

Interdiction explicite de toutes les formes de violence physique, psychologique, sexuelle et économique dans les sphères publique et privée

Responsabilisation

Obligation de poursuivre et de punir les auteurs de violences avec des sanctions proportionnelles à la gravité des actes

Réparation

Garantie du droit des survivantes à une réparation adéquate, y compris une indemnisation, une réhabilitation et des garanties de non-répétition

Approche afroféministe :
L'Article 8 reflète une approche holistique qui reconnaît l'interconnexion des violences et la nécessité d'interventions communautaires. La Convention exige des États qu'ils consultent les organisations de femmes dans la conception et la mise en œuvre des mesures de protection, reconnaissant l'expertise des mouvements féministes africains.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 9 - Droit à la participation et à la représentation

L'Article 9 reconnaît le droit fondamental des femmes et des filles à une **participation égale et effective** dans tous les domaines de la vie publique et politique, ainsi que dans les processus de prise de décision à tous les niveaux.

Dispositions clés

- Garantir la **représentation paritaire** dans les institutions publiques
- Éliminer les **obstacles structurels** à la participation des femmes
- Assurer un **accès égal** aux postes de direction et de prise de décision
- Garantir la participation des femmes dans les **processus de paix** et résolution des conflits
- Inclure les femmes dans les **négociations d'accords nationaux et internationaux**

Obligations des États

- Adopter des **mesures spéciales temporaires** incluant les quotas
- Réformer les **systèmes électoraux** pour promouvoir l'égalité des genres
- Soutenir les **organisations de femmes** et féministes
- Former et sensibiliser les **instances de gouvernance**
- Collecter des **données ventilées** sur la participation des femmes

Domaines de participation et de représentation

- Institutions politiques et électorales
- Système judiciaire et juridique
- Administration publique
- Processus de paix et sécurité
- Organisations régionales et internationales
- Gouvernance des ressources naturelles

Exemple de bonnes pratiques : Système de quotas

Plusieurs pays africains ont adopté des systèmes de quotas allant de 30% à 50% pour garantir la représentation féminine dans les parlements et autres organes décisionnels, contribuant significativement à l'augmentation de la participation politique des femmes.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 10 - Droit à la paix et à la sécurité

L'Article 10 de la Convention AU-CEVAWG reconnaît l'impact disproportionné des conflits sur les femmes et les filles et garantit leur droit à la paix et à la sécurité. Il oblige les États parties à prendre des mesures spécifiques pour protéger les femmes et les filles contre toutes formes de violence dans les situations de conflit, post-conflit et de crise humanitaire.

Mesures de protection

Protection des civils
Mesures spécifiques pour protéger les femmes et les filles dans les zones de conflit

Services d'urgence
Garantir l'accès aux soins de santé, soutien psychosocial et assistance juridique

Justice transitionnelle
Établir des mécanismes pour poursuivre les auteurs de violences liées aux conflits

Aide humanitaire
Services d'aide tenant compte des besoins spécifiques des femmes et des filles

Participation aux processus de paix

- **Représentation équitable** : Garantir la participation significative des femmes dans la prévention et la résolution des conflits
- **Négociations de paix** : Inclure les femmes à tous les niveaux des processus de négociation
- **Planification post-conflit** : Intégrer les femmes dans les programmes de reconstruction et de stabilisation
- **Institutions de sécurité** : Promouvoir l'inclusion des femmes dans les structures de sécurité nationales
- **Processus décisionnels** : Garantir la participation active des femmes aux décisions post-conflits

Alignement avec la Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU :
L'Article 10 s'inscrit dans le prolongement de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité, et renforce l'**agenda Femmes, Paix et Sécurité** en Afrique en créant des obligations juridiquement contraignantes pour les États parties à la Convention AU-CEVAWG.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 11 - Droit à l'éducation et à l'information

L'Article 11 de la Convention AU-CEVAWG reconnaît l'importance fondamentale de l'éducation dans l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles. Il établit un cadre complet pour garantir l'accès à une éducation de qualité et à l'information pertinente.

Obligations en matière d'éducation

Les États parties doivent garantir :

- L'accès universel à l'éducation pour toutes les filles et les femmes
- L'élimination des stéréotypes sexistes dans les programmes scolaires
- La formation du personnel éducatif sur l'égalité des genres
- La protection contre la violence en milieu scolaire et universitaire
- Des politiques de maintien des filles à l'école, notamment pendant la grossesse

Droit à l'information

Les États parties doivent mettre en place des mesures pour garantir que les femmes et les filles aient accès à :

- Des **informations précises et accessibles** sur leurs droits
- Des **services d'orientation** et de conseil adaptés
- Des **ressources éducatives** sur la santé sexuelle et reproductive
- Des **connaissances sur les mécanismes de plainte** et de signalement
- Des **données et statistiques** sur la violence basée sur le genre
- Des **informations adaptées aux besoins spécifiques** des groupes vulnérables

Mesures spécifiques pour l'éducation transformatrice

Formation des enseignants

Programmes de formation des enseignants sur les approches sensibles au genre et la prévention des violences

Révision des manuels

Élimination des stéréotypes et inclusion de modèles féminins positifs dans tous les supports éducatifs

Environnement sûr

Création d'espaces d'apprentissage sécurisés avec mécanismes de signalement et de soutien adaptés

> *"L'éducation est l'outil le plus puissant pour transformer les normes sociales et éliminer les violences faites aux femmes et aux filles. Elle constitue un droit fondamental et un levier essentiel pour l'autonomisation."*
>
> *— Extrait de l'exposé des motifs de la Convention AU-CEVAWG*

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 12 - Droit à la santé et aux services sanitaires

> *"Les États parties garantissent aux femmes le droit d'accès aux soins de santé, y compris la santé sexuelle et reproductive, ainsi que le droit à l'information sur leur santé et celle de leur famille."*

Obligations des États parties

- Mettre en place des **protocoles médicaux spécifiques** pour la prise en charge des femmes victimes de violence
- Garantir l'accès aux **services de santé sexuelle et reproductive**, incluant la contraception et l'avortement médicalisé
- Former les **professionnels de santé** à la détection et au traitement des violences basées sur le genre
- Rendre disponibles des **services de soutien psychosocial** pour les survivantes de violence
- Assurer la **gratuité des soins d'urgence** pour les victimes de violences sexuelles

Protections spéciales

L'article 12 accorde une attention particulière aux femmes et filles en situation de vulnérabilité :

- Femmes vivant avec le **VIH/SIDA**
- Femmes en situation de **handicap**
- Femmes **enceintes et allaitantes**
- Femmes vivant dans des **zones rurales** et isolées
- Femmes **migrantes et réfugiées**
- Femmes en situation de **conflit et post-conflit**

Services de santé adaptés aux besoins spécifiques des femmes

Services de santé maternelle
Soins prénataux, accouchement sécurisé, et suivi postnatal

Services de santé mentale
Conseil psychologique pour les survivantes de violence

Services de planification familiale
Accès aux contraceptifs et au conseil en santé reproductive

Principe d'application :
L'Article 12 s'applique à **tous les contextes de soins**, qu'ils soient publics ou privés, en milieu urbain ou rural, et exige que les États parties prennent des mesures pour éliminer les obstacles financiers, géographiques, culturels et sociaux qui entravent l'accès des femmes aux services de santé.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 13 - Droits économiques et sociaux des femmes

L'Article 13 de la Convention AU-CEVAWG reconnaît que l'autonomisation économique et sociale des femmes est essentielle pour prévenir et éliminer les violences. Il engage les États parties à adopter des mesures concrètes pour garantir les droits économiques et sociaux des femmes et des filles.

Droits économiques garantis

La Convention affirme les droits économiques fondamentaux suivants pour toutes les femmes et filles :

- Travail décent
- Égalité salariale
- Héritage équitable
- Droit à la propriété
- Accès au crédit
- Accès à la terre
- Prestations sociales
- Éducation et formation

Élimination des obstacles :

- Abolition des lois et pratiques discriminatoires
- Interdiction des licenciements en raison de la grossesse ou du statut matrimonial
- Protection contre le harcèlement économique
- Élimination de la discrimination dans l'accès aux ressources productives

Mesures d'implémentation requises

Les États parties doivent prendre des mesures pour :

- Adopter des politiques d'action affirmative pour garantir l'égalité d'accès aux opportunités économiques
- Promouvoir l'entrepreneuriat féminin et l'accès au financement
- Reconnaître et valoriser le travail domestique non rémunéré
- Assurer la protection sociale des femmes travaillant dans le secteur informel
- Garantir l'accès aux services sociaux de base pour toutes les femmes
- Mettre en place des programmes spécifiques pour les femmes vulnérables

> **Perspective afroféministe :**
> L'autonomisation économique des femmes africaines doit être considérée dans le contexte des **injustices structurelles historiques** et des défis contemporains. La Convention AU-CEVAWG reconnaît que l'indépendance économique est une condition essentielle pour que les femmes puissent échapper aux situations de violence et exercer pleinement leur agentivité.

Impact sur la réduction des violences

Les études démontrent que l'autonomisation économique des femmes contribue significativement à réduire leur vulnérabilité face aux violences et augmente leur capacité à quitter des relations abusives. L'Article 13 établit donc un **lien direct entre droits économiques et lutte contre les VFF**.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 14 - Droits des femmes dans les situations de conflit

L'Article 14 de la Convention AU-CEVAWG reconnaît la vulnérabilité accrue des femmes et des filles pendant les conflits armés et établit des protections spécifiques. Les femmes sont souvent ciblées de manière disproportionnée pendant les conflits et font face à des formes de violence spécifiques.

Protections spécifiques

- Protection contre toutes les formes de violence, y compris les violences sexuelles comme arme de guerre
- Garantie que les auteurs de violences sexuelles en situation de conflit ne bénéficient d'aucune impunité
- Protection spéciale des femmes déplacées, réfugiées, rapatriées et demandeuses d'asile
- Représentation équitable des femmes à tous les niveaux des processus de résolution des conflits
- Formation spéciale du personnel militaire, policier et humanitaire sur les droits des femmes

Violences spécifiques aux conflits

- Viol comme arme de guerre
- Déplacement forcé
- Enlèvement et esclavage sexuel
- Grossesses forcées
- Stérilisation forcée
- Torture sexuelle
- Mutilations sexuelles
- Mariage forcé

« La violence à l'égard des femmes et des filles est l'une des armes de guerre les plus dévastatrices et les plus normalisées dans les conflits africains contemporains. »

Obligations des États parties pendant les conflits

Poursuivre judiciairement

Traduire en justice les auteurs de violences sexuelles et basées sur le genre en situation de conflit

Services spécialisés

Fournir des services médicaux, psychosociaux, juridiques et socio-économiques aux femmes victimes

Inclusion

Assurer la participation effective des femmes dans les processus de paix et de reconstruction

Application concrète :
L'Article 14 oblige les États à intégrer une perspective de genre dans toutes les phases de gestion des conflits, y compris l'adoption de lois spécifiques, la formation des personnels et la mise en place de mécanismes de protection accessibles aux femmes et aux filles en zones de conflit.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 15 - Protection des groupes vulnérables de femmes

L'Article 15 représente l'un des aspects les plus novateurs de la Convention AU-CEVAWG en reconnaissant explicitement la vulnérabilité accrue de certains groupes de femmes et en exigeant des mesures spécifiques pour leur protection.

Principe fondamental de l'Article 15

Cet article reconnaît que certaines femmes et filles sont confrontées à des risques de violence plus élevés en raison de facteurs multiples et croisés de discrimination et de marginalisation.

Il exige que les États parties prennent des **mesures spécifiques et ciblées** pour garantir la protection efficace des groupes considérés comme vulnérables selon leurs contextes nationaux.

Groupes vulnérables identifiés

La Convention reconnaît spécifiquement plusieurs groupes de femmes nécessitant une protection renforcée :

Femmes handicapées
Confrontées à des obstacles supplémentaires dans l'accès aux services et à la justice

Femmes âgées
Vulnérables aux violences liées à l'âgisme et aux accusations de sorcellerie

Filles adolescentes
Particulièrement à risque face aux mariages précoces et à l'exploitation

Femmes vivant avec le VIH/SIDA
Confrontées à la stigmatisation et à des violences spécifiques

Femmes déplacées et réfugiées
Exposées aux violences dans les situations de migration forcée

Femmes autochtones
Subissant des discriminations multiples liées à leur identité

Mesures spécifiques exigées par l'Article 15

Cadres juridiques adaptés
Lois et politiques tenant compte des besoins spécifiques des groupes vulnérables

Services accessibles
Services de soutien adaptés et réellement accessibles aux personnes handicapées et autres groupes

Consultation et participation
Inclusion des femmes des groupes vulnérables dans l'élaboration des politiques

Collecte de données désagrégées
Documentation des violences subies par les groupes spécifiques pour une réponse ciblée

Perspective afroféministe :
L'approche intersectionnelle est au cœur de l'Article 15, reconnaissant que les femmes africaines peuvent subir des oppressions multiples basées non seulement sur le genre, mais aussi sur d'autres aspects de leur identité, créant ainsi des expériences uniques de discrimination et de violence qui nécessitent des réponses spécifiques.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 16 - Mécanismes de suivi et de mise en œuvre

L'Article 16 établit un cadre institutionnel robuste pour assurer l'application effective de la Convention AU-CEVAWG à travers des mécanismes de suivi, d'évaluation et de responsabilisation à tous les niveaux.

Organes de suivi

La Convention institue un **Comité d'Experts Indépendants** chargé de :

- Examiner les rapports périodiques des États parties
- Formuler des recommandations sur la mise en œuvre
- Interpréter les dispositions de la Convention
- Mener des enquêtes sur des violations systématiques
- Recevoir et traiter des communications sur des violations

La **Commission de l'Union Africaine** est responsable de :

- Fournir un appui institutionnel et technique au Comité
- Coordonner les rapports de mise en œuvre continentaux
- Mobiliser des ressources pour les programmes

Processus de mise en œuvre

1. **Adoption de mesures législatives et politiques**
   Les États intègrent les dispositions dans leur législation nationale
2. **Création de mécanismes nationaux**
   Mise en place d'institutions spécialisées pour coordonner l'application
3. **Élaboration de rapports périodiques**
   Soumission biannuelle de rapports d'avancement au Comité d'Experts
4. **Évaluation et recommandations**
   Analyse des rapports et formulation de mesures correctrices

Parties prenantes impliquées dans le suivi

- Gouvernements nationaux
- Institutions nationales des droits humains
- Organisations de la société civile
- Communautés économiques régionales
- Commission Africaine des Droits de l'Homme
- Partenaires de développement

Importance stratégique :
L'Article 16 marque une avancée significative par rapport aux instruments précédents en établissant un **système complet de responsabilisation** avec des mécanismes de plainte accessibles et des procédures de suivi régulier, renforçant ainsi considérablement l'efficacité de la Convention.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 17 - Rapports nationaux et évaluation périodique

Dispositif de suivi

L'Article 17 établit un **système complet de rapports nationaux** et d'évaluation périodique permettant de suivre les progrès réalisés par les États parties dans la mise en œuvre de la Convention AU-CEVAWG et d'identifier les défis persistants.

Obligations des États parties en matière de rapports

- Soumettre des **rapports initiaux** dans un délai de deux ans après la ratification de la Convention
- Fournir des **rapports périodiques** tous les quatre ans sur les mesures législatives, judiciaires, administratives et autres prises
- Inclure des **données statistiques** sur les cas de violence et les mesures de prévention et de protection
- Rendre compte des **ressources allouées** à la mise en œuvre de la Convention

Processus d'évaluation périodique

1. Soumission des rapports nationaux au Comité des experts
2. Examen et analyse des rapports par le Comité
3. Dialogue constructif avec les États parties
4. Recommandations et observations finales
5. Suivi de la mise en œuvre des recommandations

Bénéfices du mécanisme de rapport

Transparence accrue
Permet une évaluation objective des progrès réalisés et des défis persistants

Échange de bonnes pratiques
Facilite le partage d'expériences et de solutions entre États parties

Participation de la société civile
Encourage l'implication des OSC dans le suivi et la mise en œuvre

Mesure des progrès
Établit des indicateurs précis pour évaluer l'efficacité des mesures adoptées

Point d'action pour les OSC :
Les organisations de la société civile peuvent soumettre des **rapports alternatifs** pour compléter les rapports officiels et mettre en lumière des questions spécifiques qui pourraient être négligées dans les rapports gouvernementaux.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 18 - Coopération internationale et assistance technique

L'article 18 de la Convention AU-CEVAWG reconnaît la nécessité d'une **approche collaborative internationale** pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles. Il définit les modalités de coopération entre les États parties et avec les partenaires internationaux.

Mécanismes de coopération

Les États parties s'engagent à coopérer à travers plusieurs mécanismes :

- **Accords bilatéraux et multilatéraux** pour faciliter la prévention et la lutte contre les VFF
- **Programmes de formation conjoints** pour les agents de police, judiciaires, et travailleurs sociaux
- **Échange d'informations et de bonnes pratiques** sur les mesures efficaces pour prévenir et éliminer les VFF
- **Recherche collaborative** et collecte de données statistiques comparables

Assistance technique

L'article 18 prévoit plusieurs formes d'assistance technique entre États parties :

- Fourniture de **ressources techniques et financières** pour soutenir les programmes d'élimination des VFF
- Assistance pour développer des **cadres législatifs** et des **politiques nationales**
- Appui à la **création d'institutions spécialisées** et de services d'assistance aux victimes
- Soutien aux **initiatives communautaires** et aux organisations de la société civile
- Renforcement des capacités des **systèmes judiciaires** et d'application des lois

Partenariats prioritaires

Nations Unies · Union Africaine · Organes judiciaires régionaux · Organisations féministes · Institutions financières · Institutions de recherche · Acteurs de la santé · Organisations juridiques

Importance stratégique :
La coopération internationale prévue par l'article 18 reconnaît que les VFF transcendent les frontières et nécessitent une **réponse coordonnée et solidaire**. Cette approche constitue un levier essentiel pour les États aux ressources limitées et assure une harmonisation des stratégies à l'échelle continentale.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 19 - Signature, ratification et adhésion

L'Article 19 de la Convention définit les procédures formelles par lesquelles les États africains peuvent devenir parties à la Convention, établissant ainsi les étapes juridiques nécessaires pour l'adoption de cet instrument continental.

Signature

La Convention est **ouverte à la signature** de tous les États membres de l'Union Africaine dès son adoption lors de la session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de gouvernement.

- Représente une intention préliminaire d'accepter la Convention
- N'implique pas d'obligations juridiquement contraignantes
- Constitue une première étape vers la ratification

Ratification et Adhésion

La **ratification** représente le consentement formel d'un État à être lié par la Convention après sa signature. L'**adhésion** permet aux États qui n'ont pas signé de devenir parties directement.

- Les instruments de ratification ou d'adhésion doivent être déposés auprès du/de la Président(e) de la Commission de l'UA
- Nécessite généralement l'approbation des parlements nationaux
- Crée des obligations juridiquement contraignantes

Réserves et application territoriale

Réserves : La Convention interdit expressément les réserves qui sont incompatibles avec l'objet et le but de la Convention, garantissant ainsi l'intégrité des protections qu'elle établit.

Application territoriale : Les États parties sont tenus d'appliquer la Convention sur l'ensemble de leur territoire sans exception, assurant une protection uniforme pour toutes les femmes et les filles.

Chronologie et statut de mise en œuvre

Février 2025
Adoption de la Convention AU-CEVAWG lors de la 40ème Session ordinaire de la Conférence de l'UA

Mars-Juillet 2025
Première vague de signatures par les États membres

12 pays signataires | 0 ratification

2026 (Projection)
Entrée en vigueur après la 15ème ratification

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Article 20 - Entrée en vigueur et dispositions finales

L'Article 20 établit les procédures formelles qui permettent à la Convention de devenir un instrument juridique opérationnel et d'évoluer dans le temps pour répondre aux besoins changeants.

Entrée en vigueur

1. **Adoption**
   Adoptée par l'Assemblée de l'Union Africaine le 15 février 2025
2. **Signature et ratification**
   Ouverte à la signature et à la ratification des États membres de l'UA
3. **Entrée en vigueur effective**
   30 jours après le dépôt du 15ème instrument de ratification

Dispositions finales

- **Dépositaire** : Le/La Président(e) de la Commission de l'Union Africaine est désigné(e) comme dépositaire de la Convention
- **Amendements** : Tout État partie peut soumettre des propositions d'amendements, qui doivent être adoptées à la majorité des deux tiers
- **Réserves** : Aucune réserve incompatible avec l'objet et le but de la Convention n'est autorisée
- **Dénonciation** : Un État partie peut dénoncer la Convention, effective un an après la notification

Textes authentiques :
La Convention est rédigée en quatre (4) langues originales - anglais, arabe, français et portugais - tous les textes faisant également foi.

Implications pratiques :
Après l'entrée en vigueur, chaque État partie devra créer ou renforcer des mécanismes nationaux pour mettre en œuvre la Convention, notamment par l'harmonisation des législations nationales, l'allocation de ressources budgétaires et la mise en place de structures institutionnelles dédiées.

Rapports périodiques à soumettre tous les deux ans à la Commission de l'UA

Création d'un comité d'experts indépendants pour suivre la mise en œuvre

Coopération avec la société civile pour le suivi et l'évaluation

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Mise en œuvre nationale - Cadre législatif et institutionnel

Pour une mise en œuvre efficace de la Convention AU-CEVAWG, chaque État partie doit mettre en place un cadre législatif et institutionnel complet qui répond aux exigences de la Convention.

Cadre législatif requis

L'Article 4 de la Convention exige que les États parties adoptent:

- Des **lois spécifiques** criminalisant toutes les formes de violence
- Des **dispositions pénales** avec sanctions appropriées
- Des **réformes juridiques** éliminant les dispositions discriminatoires
- Des **procédures judiciaires** adaptées aux besoins des victimes
- Des **mesures de protection** accessibles et immédiates
- Des **programmes de réhabilitation** pour les auteurs
- Des **politiques intégrées** de prévention et d'intervention

Mécanismes institutionnels

La Convention exige la création ou le renforcement de:

- **Institutions nationales** dédiées à l'élimination des VFF
- **Points focaux** dans tous les ministères concernés
- **Mécanismes de coordination** multi-sectoriels
- **Systèmes de collecte de données** et de statistiques
- **Observatoires** de suivi et d'évaluation
- **Services d'assistance** aux victimes (lignes d'urgence, refuges)
- **Unités spécialisées** dans les forces de l'ordre et la justice

Processus de mise en œuvre nationale

1. **Évaluation**
   Analyser le cadre existant et identifier les lacunes juridiques et institutionnelles
2. **Planification**
   Élaborer un plan d'action national avec objectifs, indicateurs et budget
3. **Réforme juridique**
   Modifier ou adopter des lois conformes à la Convention AU-CEVAWG
4. **Création institutionnelle**
   Établir les institutions et mécanismes de mise en œuvre
5. **Renforcement capacités**
   Former les acteurs clés (magistrats, policiers, travailleurs sociaux)
6. **Suivi-évaluation**
   Mesurer les progrès et ajuster les stratégies selon les résultats

Leçons des bonnes pratiques :
L'expérience montre que les cadres les plus efficaces sont ceux qui impliquent activement la **société civile** et particulièrement les **organisations féministes** dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des lois et des institutions. Une approche **holistique et multisectorielle** est essentielle pour assurer une protection effective.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Stratégies de prévention et sensibilisation communautaire

La Convention AU-CEVAWG préconise une approche holistique et intégrée pour prévenir la violence contre les femmes et les filles à travers des stratégies multisectorielles adaptées aux contextes africains.

Stratégies de prévention multi-niveaux

Niveau individuel

- Renforcement des capacités des femmes et des filles
- Éducation aux droits humains dès le jeune âge
- Programmes d'autonomisation économique
- Formations sur la résolution non-violente des conflits

Niveau communautaire

- Mobilisation des leaders traditionnels et religieux
- Engagement des hommes et des garçons comme alliés
- Dialogue intergénérationnel sur les normes sociales
- Création de systèmes d'alerte communautaires

Niveau institutionnel

- Réformes législatives et politiques
- Formation des agents publics (justice, police, santé)
- Intégration de l'approche genre dans les institutions
- Allocation budgétaire adéquate pour les programmes

Approches de sensibilisation efficaces

Les stratégies de sensibilisation doivent être **culturellement adaptées**, **accessibles** et **participatives** pour transformer durablement les attitudes et comportements.

Méthodologies participatives

- Théâtre communautaire
- Émissions radio interactives
- Art et culture populaire
- Technologies mobiles
- Éducation par les pairs
- Dialogues communautaires

Principes directeurs pour une sensibilisation efficace

- Adapter les messages aux **réalités socioculturelles locales**
- Utiliser des **langues et formats accessibles** à tous les groupes
- Promouvoir des **modèles positifs masculins et féminins**
- Assurer la **participation active des survivantes** dans la conception
- Établir des **systèmes de suivi-évaluation participatifs**

Approche afroféministe de la prévention :
La sensibilisation doit valoriser les **savoirs endogènes et pratiques ancestrales positives** tout en remettant en question les normes patriarcales. Les stratégies doivent s'appuyer sur les **mouvements féministes africains** et intégrer les dimensions intersectionnelles (classe, ethnie, religion, handicap, orientation sexuelle).

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Services de protection et prise en charge des victimes

La Convention AU-CEVAWG exige des États parties la mise en place de services complets et accessibles pour protéger les victimes de violences et assurer leur prise en charge adaptée selon une approche centrée sur les survivantes.

Services de protection essentiels

Refuges et hébergements sécurisés
Espaces d'accueil temporaire pour les victimes et leurs enfants, avec normes minimales d'accessibilité et de sécurité

Lignes d'assistance téléphonique
Services d'urgence 24h/24, 7j/7, gratuits et confidentiels dans les langues locales

Assistance juridique
Conseils, représentation légale et accompagnement dans les procédures judiciaires

Ordonnances de protection
Mesures d'urgence pour éloigner l'agresseur et protéger la victime

Prise en charge holistique

Soins médicaux
Traitement des blessures, kits post-viol, prévention des IST/VIH, soins gynécologiques

Soutien psychosocial
Thérapies individuelles, groupes de parole, services adaptés aux traumatismes

Réhabilitation socioéconomique
Formation professionnelle, soutien financier, réinsertion sociale

Services spécialisés
Adaptés aux besoins spécifiques des enfants, personnes handicapées, réfugiées

Normes minimales de services selon la Convention

Accessibilité
Services gratuits, géographiquement accessibles, adaptés culturellement et linguistiquement

Coordination
Mécanismes d'orientation efficaces entre services médicaux, juridiques et psychosociaux

Qualité
Personnel formé, procédures standardisées, évaluations régulières

L'approche centrée sur les survivantes
La Convention exige que tous les services respectent la **dignité**, **l'autonomie** et les **choix** des survivantes, garantissent la **confidentialité**, et évitent la **revictimisation** tout en reconnaissant les besoins spécifiques des groupes vulnérables.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Système judiciaire et accès à la justice

La Convention AU-CEVAWG reconnaît l'accès à la justice comme un élément fondamental pour éliminer les violences faites aux femmes et aux filles. Elle encourage les États à établir des systèmes judiciaires sensibles au genre et accessibles à toutes les femmes et filles.

Obstacles à l'accès à la justice

- **Barrières juridiques** : lois discriminatoires, manque de reconnaissance de certaines formes de violence
- **Barrières socioculturelles** : stigmatisation des victimes, pressions familiales, médiations forcées
- **Barrières économiques** : coûts des procédures judiciaires, dépendance économique
- **Barrières institutionnelles** : manque de formation du personnel judiciaire, procédures complexes
- **Barrières géographiques** : éloignement des tribunaux, particulièrement en zones rurales

Constat alarmant :
Moins de 40% des femmes victimes de violences en Afrique signalent les cas ou demandent de l'aide, et seulement 1% des cas signalés aboutissent à une condamnation effective.

Solutions promues par la Convention

Services juridiques spécialisés
Création d'unités spéciales au sein des tribunaux pour traiter les cas de VFF

Assistance juridique gratuite
Services d'aide juridictionnelle accessibles pour les femmes et filles vulnérables

Formation des acteurs judiciaires
Renforcement des capacités sur les questions de genre et les droits des femmes

Réformes législatives
Harmonisation des lois nationales avec les standards de la Convention

Approche centrée sur les survivantes
Procédures respectueuses évitant la revictimisation

Point clé de la Convention :
L'article 7 de la Convention AU-CEVAWG garantit explicitement **« l'accès égal à la justice et à l'égale protection devant la loi »** et exige des États qu'ils prennent toutes les mesures appropriées pour assurer que les femmes et les filles victimes de violences aient accès à des recours effectifs.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Rôle des OSC et organisations féministes dans la mise en œuvre

Les Organisations de la Société Civile (OSC) et les organisations féministes jouent un rôle **crucial et indispensable** dans la mise en œuvre effective de la Convention AU-CEVAWG, servant de pont entre les textes juridiques et les réalités du terrain.

Rôles stratégiques

Plaidoyer et sensibilisation

Faire pression pour la ratification et l'intégration de la Convention dans les lois nationales

Surveillance et documentation

Collecter des données, suivre les progrès et produire des rapports alternatifs

Services directs aux survivantes

Fournir des services d'accompagnement, d'hébergement et d'assistance juridique

Mécanismes de participation

L'Article 16 de la Convention reconnaît explicitement le rôle des OSC dans les processus suivants :

- Participation aux **mécanismes de suivi nationaux**
- Contribution aux **rapports périodiques** des États
- Élaboration des **plans d'action nationaux**
- Représentation dans les **comités consultatifs**

Approche afroféministe

Les organisations féministes africaines apportent une perspective essentielle basée sur :

- La **contextualisation culturelle** des interventions
- La **décolonisation des approches** de lutte contre les VFF
- La **reconnaissance des savoirs locaux** et traditions positives

Niveaux d'engagement dans la mise en œuvre

Niveau local	Niveau national	Niveau régional	Niveau continental
Communautés et municipalités	États et institutions	Communautés économiques	Union Africaine

Défis et opportunités :

Défis

- Manque de ressources financières
- Rétrécissement de l'espace civique
- Risques sécuritaires pour les militantes

Opportunités

- Reconnaissance juridique par la Convention
- Réseaux transnationaux de solidarité
- Nouvelles technologies de mobilisation

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Étude de cas - Rwanda : Modèle d'intégration législative des VFF

Le Rwanda est reconnu internationalement pour son approche progressive et son cadre législatif complet en matière de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, faisant de ce pays un modèle à suivre sur le continent africain.

Cadre législatif exemplaire

2008
Adoption de la **Loi N° 59/2008** sur la prévention et la répression des violences basées sur le genre

2009
Création de **bureaux spécialisés** dans chaque poste de police (Gender Desks)

2010
Intégration du principe d'égalité de genre dans la **Constitution rwandaise**

2011
Lancement de la **Politique nationale de genre** et création du GMO (Gender Monitoring Office)

2022
Mise à jour et renforcement de la législation pour inclure les violences **numériques et économiques**

Résultats et impact

- Le Rwanda est classé **1er en Afrique** et **6ème mondial** en matière d'égalité de genre (Forum économique mondial, 2023)
- Plus de **56% des sièges parlementaires** sont occupés par des femmes, le taux le plus élevé au monde
- Réduction de **35%** des cas de violence conjugale entre 2010 et 2022
- Augmentation du taux de poursuites judiciaires pour VBG de **42% à 78%** en 10 ans

Taux de signalement des VFF (2010-2023)



2010 (34%) 2023 (86%)

Éléments clés du succès rwandais

Approche holistique

Intégration des lois VFF dans tous les secteurs (santé, éducation, justice, économie)

Leadership politique

Engagement au plus haut niveau de l'État avec un budget dédié conséquent

Implication communautaire

Structures locales de signalement et mécanismes d'alerte précoce (Isange One Stop Centers)

Leçons pour l'implémentation de la Convention AU-CEVAWG :
Le modèle rwandais démontre l'importance de l'**harmonisation législative** nationale avec les instruments internationaux, de la **coordination institutionnelle** et d'un **système de suivi** rigoureux pour l'élimination effective des VFF.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

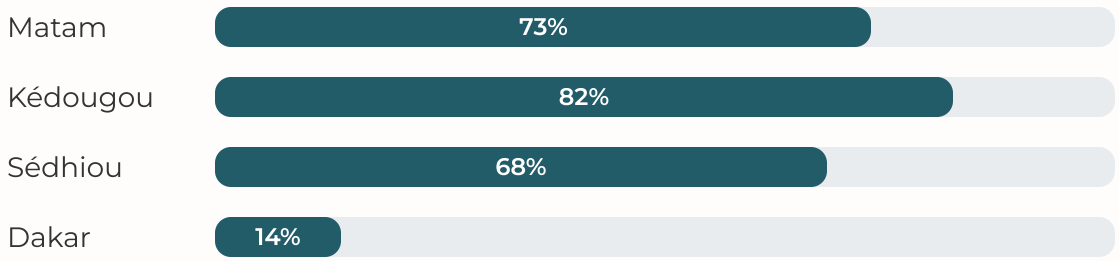
Étude de cas - Sénégal : Lutte contre les mutilations génitales féminines

Le Sénégal est reconnu comme un leader régional dans la lutte contre les mutilations génitales féminines (MGF) en Afrique de l'Ouest, combinant législation robuste, mobilisation communautaire et approches innovantes.

Statistiques et prévalence

Taux national : 24% des femmes âgées de 15 à 49 ans (2021)

Disparités régionales importantes :



Tendance positive :
Baisse de 14 points de pourcentage entre 2005 (38%) et 2021 (24%)

Cadre juridique et politique

1999
Adoption de la **Loi n°99-05** criminalisant les MGF (peine de 6 mois à 5 ans de prison)

2000
Lancement du **Plan d'Action National** pour l'abandon des MGF

2010
Mise en place du **Cadre de Coordination Nationale** et centres d'assistance juridique

2015
Adoption de la **Stratégie Nationale de Promotion de l'Abandon des MGF** (2015-2030)

2022
Intégration de la lutte contre les MGF dans le **Plan d'Accélération de la Santé**

Approche communautaire

- Déclarations publiques d'abandon (5000+ villages)
- Reconversion des exciseuses traditionnelles
- Implication des leaders religieux

Innovation sociale

- Programme « Grandmother Project »
- Intégration scolaire avec modules éducatifs
- Centres de protection intégrés pour femmes

Défis persistants

- Pratique transfrontalière avec les pays voisins
- Résistances culturelles dans certaines communautés
- Application inégale de la législation

Leçons pour la Convention AU-CEVAWG :

Le modèle sénégalais démontre l'efficacité d'une approche holistique combinant cadre juridique robuste, engagement communautaire, sensibilisation culturellement adaptée et mobilisation sociale pour l'élimination des pratiques néfastes visées par l'Article 5 de la Convention.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Étude de cas - Burkina Faso : Centres intégrés de prise en charge

Le Burkina Faso a développé un modèle novateur de centres intégrés pour la prise en charge holistique des survivantes de violence basée sur le genre, devenant un exemple d'implémentation concrète des principes de la Convention AU-CEVAWG.

Présentation des centres

Lancés en 2016 avec l'appui du gouvernement burkinabè et de partenaires internationaux, les centres intégrés de prise en charge offrent un **guichet unique** pour les survivantes de VBG.

Implanté dans les provinces prioritaires : **Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Koudougou, Ouahigouya et Dori**.

Caractéristiques clés

- Approche multisectorielle
- Services gratuits
- Confidentialité garantie
- Accessibilité 24h/24
- Personnel spécialisé
- Protocoles standardisés

Innovation burkinabè : Intégration de sages-femmes formées en psychotrauma et soutien aux filles confrontées aux pratiques néfastes traditionnelles.

Services offerts

Soins médicaux d'urgence
Traitement des blessures et prophylaxie post-exposition

Assistance juridique
Conseil juridique, préparation des dossiers et accompagnement judiciaire

Soutien psychosocial
Premiers secours psychologiques et thérapie à long terme

Hébergement sécurisé
Abri temporaire pour les cas nécessitant une protection immédiate

Réintégration socio-économique
Formation professionnelle et soutien à l'autonomisation

Impact mesuré (2018-2024)

12,500+
survivantes prises en charge dans les centres intégrés

78%
d'augmentation des signalements de cas de violence

64%
des survivantes ont poursuivi leurs agresseurs en justice

85%
de satisfaction des bénéficiaires des services

Leçons à retenir :
Le modèle burkinabè démontre que **l'intégration des services en un lieu unique** facilite l'accès des survivantes aux services et réduit le risque de victimisation secondaire. Cette approche, alignée avec les articles 7, 8 et 12 de la Convention AU-CEVAWG, offre un exemple concret d'application et de mise en œuvre efficace à travers des services complets et coordonnés.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Bonnes pratiques - Campagnes de sensibilisation communautaire efficaces

Les campagnes de sensibilisation communautaire constituent un pilier essentiel dans la mise en œuvre de la Convention AU-CEVAWG. Elles permettent de transformer les normes sociales, d'accroître la connaissance des droits, et de mobiliser les acteurs locaux.

Facteurs de réussite

- **Approche participative** : Impliquer les communautés dans la conception et la mise en œuvre
- **Mobilisation des leaders d'opinion** : Chefs religieux, traditionnels et figures d'autorité locale
- **Méthodes créatives et adaptées** : Théâtre, musique, art et narration adaptés aux contextes locaux
- **Approche progressive** : Commencer par les sujets moins sensibles avant d'aborder les tabous
- **Suivi et évaluation** : Indicateurs mesurables pour évaluer les changements de comportements

Exemples de réussite

- **HeForShe Sénégal** : Mobilisation des hommes et garçons comme alliés contre les VFF, atteignant plus de 15,000 jeunes hommes dans les régions rurales
- **Tostan au Burkina Faso** : Programme d'éducation communautaire ayant mené à 352 déclarations publiques d'abandon des MGF
- **U-Report Côte d'Ivoire** : Utilisation des SMS et médias sociaux pour informer les jeunes sur leurs droits, touchant plus de 500,000 personnes
- **EMAP au Mali** : Engagement des hommes à travers des discussions structurées, réduisant de 30% les signalements de violence conjugale

Types de campagnes efficaces

Sensibilisation scolaire · Émissions radio communautaires · Dialogue avec leaders religieux · Théâtre participatif · Campagnes numériques · Sensibilisation dans les centres de santé · Dialogues intergénérationnels

> **Point essentiel :**
> Les campagnes réussies vont au-delà de la simple sensibilisation pour **favoriser une transformation profonde des normes sociales** et créer des environnements où les communautés elles-mêmes deviennent les premières défenseuses des droits des femmes et des filles.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Défis d'implémentation et solutions innovantes

Malgré l'adoption de la Convention AU-CEVAWG, sa mise en œuvre effective se heurte à des obstacles structurels, politiques, socioculturels et économiques. Cependant, des approches innovantes émergent pour surmonter ces défis.

Défis majeurs d'implémentation

- **Harmonisation législative** : Disparités importantes entre les législations nationales et les dispositions de la Convention
- **Contraintes budgétaires** : Ressources insuffisantes allouées à la prévention et à la prise en charge des VFF
- **Résistances socioculturelles** : Normes patriarcales profondément ancrées qui légitiment les VFF
- **Faiblesse institutionnelle** : Capacités limitées des institutions judiciaires et des services d'application de la loi
- **Déficit de données** : Systèmes de collecte et d'analyse des données sur les VFF sous-développés

Solutions innovantes

- **Approche multisectorielle coordonnée** : Intégration des services juridiques, sanitaires, psychosociaux et sécuritaires
- **Technologies numériques** : Applications mobiles pour signaler les violences et accéder aux services d'aide
- **Engagement des hommes et garçons** : Programmes ciblés pour transformer les masculinités toxiques
- **Autonomisation économique** : Initiatives génératrices de revenus pour réduire la dépendance économique des femmes
- **Tribunaux spécialisés** : Instances judiciaires dédiées aux VFF avec personnel formé et procédures adaptées

Exemples d'innovations réussies

Rwanda Centres intégrés "Isange One Stop Center" offrant sous un même toit tous les services aux survivantes

Sénégal Application "Sunukaffu" permettant un signalement anonyme des VFF et une cartographie des services disponibles

Kenya Système judiciaire mobile pour atteindre les communautés éloignées et faciliter l'accès à la justice

Ouganda Initiative "SASA!" mobilisant les communautés pour changer les normes sociales qui perpétuent les VFF

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Guide pratique - Élaboration des lois nationales conforme à la Convention

Pour transposer efficacement la Convention AU-CEVAWG dans les législations nationales, les États parties doivent suivre une méthodologie rigoureuse qui assure l'alignement des lois domestiques avec les standards internationaux.

1. Audit législatif
2. Consultation publique
3. Rédaction législative
4. Adoption & Mise en œuvre
5. Suivi & Évaluation

Étape 1: Audit législatif complet

- Cartographier **toutes les lois existantes** relatives aux VFF
- Identifier les **lacunes juridiques** par rapport aux 20 articles de la Convention
- Analyser la **jurisprudence nationale** pertinente
- Examiner la **conformité constitutionnelle** des réformes proposées
- Évaluer la **compatibilité** avec les autres engagements internationaux
- Produire un rapport d'évaluation avec recommandations concrètes

Étape 2: Principes directeurs pour la rédaction législative

Structure recommandée :

- Définitions claires alignées avec l'**Article 1** de la Convention
- Dispositions générales sur les **principes fondamentaux**
- Sections spécifiques pour chaque forme de violence (physique, sexuelle, économique, etc.)

Éléments essentiels :

- Mécanismes de **prévention, protection et poursuites**
- Disposition sur la **réparation** et le soutien aux survivantes
- Protocoles de coordination multisectorielle

Approche afroféministe à intégrer :
Impliquer activement les **organisations féministes** et les **mouvements de femmes locaux** à chaque étape du processus législatif. Leurs perspectives et expertises sont essentielles pour garantir que les lois répondent aux réalités vécues par les femmes et les filles africaines et respectent leurs savoirs et traditions positives.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Outils de plaidoyer pour les OSC - Kit d'advocacy

Pour influencer efficacement l'adoption, la ratification et la mise en œuvre de la Convention AU-CEVAWG, les organisations de la société civile (OSC) peuvent utiliser un kit d'advocacy complet et adapté au contexte ouest-africain.

Composantes essentielles du kit d'advocacy

Analyse du contexte

- Cartographie des parties prenantes et décideurs clés
- Analyse des obstacles à la mise en œuvre de la Convention
- Identification des opportunités politiques et législatives

Messages clés

- Arguments juridiques fondés sur les droits humains
- Arguments basés sur des données probantes et statistiques
- Témoignages et récits impactants de survivantes

Stratégies d'alliance

- Création de coalitions avec d'autres OSC
- Engagement des leaders traditionnels et religieux
- Mobilisation des mouvements de femmes et féministes

Supports et matériels

- Notes d'information politique (policy briefs)
- Mémos législatifs et fiches techniques
- Supports visuels et infographies adaptés

Stratégies efficaces de plaidoyer

Dialogue politique

Engager des dialogues structurés avec les décideurs politiques et parlementaires sur les bénéfices de la Convention

Litiges stratégiques

Utiliser les mécanismes judiciaires pour créer des précédents juridiques favorables à l'application de la Convention

Engagement médiatique

Développer des relations avec les médias traditionnels et numériques pour amplifier les messages de plaidoyer

Outils numériques pour renforcer le plaidoyer

- # Campagnes sur réseaux sociaux
- Podcasts et émissions web
- Applications mobiles de signalement
- Visualisations de données
- Témoignages vidéo
- Plateformes interactives

Conseils pratiques :
Adaptez toujours votre stratégie de plaidoyer au **contexte culturel et politique spécifique** de votre pays. La connaissance approfondie des processus décisionnels locaux et la mobilisation des alliances communautaires sont les clés d'un plaidoyer efficace pour la mise en œuvre de la Convention AU-CEVAWG.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Modèle de rapport d'ombre pour le suivi de la Convention

Les rapports d'ombre (ou alternatifs) permettent à la société civile de documenter les avancées réelles et défis de mise en œuvre de la Convention AU-CEVAWG, complétant ou contestant les rapports officiels des gouvernements.

Structure recommandée

1. **Introduction** — Contexte national et cadre juridique
2. **Analyse** — Article par article de la Convention
3. **Évaluation** — Mise en œuvre et lacunes
4. **Recommandations** — Actions concrètes et prioritaires

Informations essentielles à inclure

- Analyse statistique : données désagrégées sur les VFF
- Écarts entre les lois adoptées et leur application effective
- Expériences directes des victimes et survivantes
- Budget alloué aux programmes de prévention et protection
- Services disponibles et leur accessibilité réelle
- Jurisprudence et décisions de justice pertinentes

Conseils pour un rapport efficace

- **Collecte rigoureuse des données**
  Utiliser des sources variées : enquêtes, témoignages, rapports d'ONG, statistiques officielles, décisions de justice.
- **Approche participative**
  Impliquer diverses OSC spécialisées et groupes de femmes dans la rédaction.
- **Langue et format accessibles**
  Rédiger dans un style clair avec des exemples concrets et des témoignages.
- **Recommandations SMART**
  Formuler des recommandations Spécifiques, Mesurables, Atteignables, Réalistes et Temporellement définies.
- **Stratégie de diffusion**
  Planifier la publication, les rencontres de plaidoyer et la communication médiatique.

Modèle de tableau d'analyse par article :

Article de la Convention	Cadre législatif national	État de mise en œuvre	Recommandations
Ex: Art. 5 - Élimination des pratiques néfastes	Lois nationales existantes ou manquantes	Défis d'application, statistiques, cas réels	Actions spécifiques proposées

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Indicateurs de mesure et d'évaluation de la mise en œuvre

Pour une mise en œuvre efficace de la Convention AU-CEVAWG, il est essentiel de développer un cadre de suivi solide avec des indicateurs pertinents et mesurables. Ces indicateurs permettent d'évaluer les progrès et d'identifier les domaines nécessitant davantage d'efforts.

Indicateurs législatifs

- Nombre de lois nationales harmonisées avec la Convention
- Existence d'un cadre juridique complet sur les VFF
- Niveau de protection juridique des groupes vulnérables
- Processus d'examen périodique des lois existantes

☑ Taux de ratification ☑ Lois anti-MGF ☑ Lois contre mariage précoce

Indicateurs de protection

- Nombre de centres d'accueil et services disponibles
- Existence de protocoles standards pour la prise en charge
- Taux d'utilisation des services par les victimes
- Degré de coordination entre services de protection

☑ Ratios intervenants/population ☑ Taux de couverture territoriale

Indicateurs statistiques

- Prévalence des différentes formes de VFF
- Taux de signalement des cas de violence
- Taux de poursuite judiciaire des agresseurs
- Évolution des attitudes sociales face aux VFF
- Désagrégation des données par âge, région et contexte

☑ Taux de féminicide ☑ % de réduction des VBG

Indicateurs de ressources

- Pourcentage du budget national alloué à la lutte contre les VFF
- Existence de lignes budgétaires spécifiques et pérennes
- Niveau de formation des personnels concernés
- Ressources humaines dédiées à la mise en œuvre

☑ % du PIB dédié à la prévention ☑ Financement par habitant

Processus d'évaluation standardisé

1. **Collecte** — Systèmes nationaux de collecte de données
2. **Analyse** — Interprétation selon des critères définis
3. **Rapport** — Production de rapports nationaux bisannuels
4. **Validation** — Examen par le Comité de suivi de la Convention
5. **Action** — Recommandations et mesures correctives

Note importante sur les indicateurs :
L'approche afroféministe de la Convention AU-CEVAWG encourage l'utilisation d'indicateurs **contextuellement pertinents** et l'implication des organisations de femmes dans le développement et la validation des cadres d'évaluation. Les OSC jouent un rôle crucial dans le suivi indépendant de la mise en œuvre.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Stratégies de financement et mobilisation de ressources

La mise en œuvre efficace de la Convention AU-CEVAWG nécessite une stratégie de financement durable et des mécanismes de mobilisation de ressources adaptés au contexte africain.

Sources de financement potentielles

Les États parties et les OSC peuvent explorer différentes sources pour financer leurs activités liées à la Convention :

- Budgets nationaux
- Fonds de l'Union Africaine
- Bailleurs internationaux
- Secteur privé
- Fondations
- Financement communautaire
- Fonds d'autonomisation des femmes

Allocation budgétaire sensible au genre

L'intégration d'une **budgétisation sensible au genre** dans les finances publiques est une stratégie essentielle pour garantir que les ressources financières nécessaires sont allouées aux programmes d'élimination des VFF.

Stratégies pour les OSC

- **Diversification des sources** : Ne pas dépendre d'un seul bailleur, mais développer un portefeuille varié de financements
- **Partenariats stratégiques** : Créer des alliances avec d'autres OSC pour mutualiser les ressources et renforcer l'impact
- **Renforcement institutionnel** : Développer des systèmes de gestion financière transparents et efficaces
- **Mobilisation locale** : Engager les communautés et les autorités locales dans le financement des initiatives
- **Suivi & Évaluation** : Démontrer l'impact des interventions pour faciliter l'accès à de nouveaux financements

Boîte à outils pour la mobilisation de ressources

Des outils pratiques pour développer une stratégie de financement efficace pour la mise en œuvre de la Convention :

Modèles de propositions
Templates adaptés aux exigences des bailleurs

Cartographie des donateurs
Base de données des financements disponibles

Planification budgétaire
Outils de prévision et gestion financière

Cadres de mesure d'impact
Pour démontrer le retour sur investissement

Exemple de réussite : Fonds pour l'élimination des VFF au Rwanda

Le Rwanda a créé un fonds national dédié à l'élimination des violences basées sur le genre, financé par une taxe spécifique, des contributions du secteur privé et un appui international. Ce mécanisme innovant assure un financement stable et pérenne pour les initiatives de lutte contre les VFF.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Plan d'action national - Modèle et étapes de développement

Un Plan d'Action National (PAN) constitue l'instrument opérationnel clé pour l'intégration et la mise en œuvre effective de la Convention AU-CEVAWG au niveau des pays. Ce document stratégique transforme les obligations juridiques en actions concrètes.

Étapes de développement d'un PAN

1. **Évaluation initiale**
   Réaliser un état des lieux des VFF, du cadre juridique existant et des acteurs impliqués
2. **Consultation multipartite**
   Organiser des consultations inclusives avec tous les acteurs concernés (gouvernement, OSC, victimes)
3. **Élaboration du PAN**
   Définir les objectifs, résultats attendus, activités, indicateurs et budget
4. **Validation et adoption**
   Faire adopter le PAN par les plus hautes autorités pour garantir l'engagement politique

Structure recommandée du PAN

MODÈLE DE PLAN D'ACTION NATIONAL

1. **Introduction** : Contexte et justification
2. **Cadre juridique** : Conventions ratifiées et lois nationales
3. **Analyse situationnelle** : État des lieux des VFF dans le pays
4. **Axes stratégiques** : Prévention, Protection, Poursuite, Participation
5. **Cadre de résultats** : Objectifs, indicateurs et cibles
6. **Plan opérationnel** : Activités, responsables, calendrier
7. **Budget** : Coûts estimés et sources de financement
8. **Mécanisme de S&E** : Suivi-évaluation et rapportage

Facteurs de réussite :

- Ancrage institutionnel au plus haut niveau
- Budgétisation adéquate des activités
- Mécanisme de coordination multisectoriel

Calendrier indicatif de développement (6-12 mois)

Diagnostic	Consultations	Rédaction	Révision	Validation	Diffusion
(1-2 mois)	(2-3 mois)	(1-2 mois)	(1 mois)	(1-2 mois)	(1-2 mois)

Conseil pratique :
Pour assurer l'alignement avec la Convention AU-CEVAWG, structurez votre PAN selon les **4P** : **Prévention**, **Protection**, **Poursuite** et **Participation**. Cette approche garantit une couverture complète des obligations stipulées dans la Convention.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Réseau de partenaires et ressources utiles

La mise en œuvre efficace de la Convention AU-CEVAWG nécessite une collaboration entre différents acteurs et l'utilisation de ressources adaptées au contexte ouest-africain. Voici un guide des partenaires clés et des ressources essentielles pour votre travail.

Partenaires institutionnels

Commission de l'Union Africaine
Direction Femmes, Genre et Développement - Coordinateur principal de la mise en œuvre de la Convention

ONU Femmes - Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest
Appui technique et financier pour l'harmonisation des lois nationales

Mécanismes nationaux genre
Ministères et directions chargés de la promotion du genre et de la protection des femmes

Réseaux de la société civile

- FEMNET
- RFLD
- WILDAF
- Coalition Égalité Sans Si
- Associations féministes locales
- COPAGEN
- REPSFECO

Ressources essentielles

Texte intégral de la Convention AU-CEVAWG
- au.int/treaties
- FR/EN/AR/PT

Plateforme africaine de données sur les VFF
- vffdata.africa
- Statistiques par pays

Guide d'harmonisation des lois nationales
- rfld.org/resources

Fonds de soutien aux initiatives
- BMZ/GIZ
- Spotlight Initiative

Comment accéder à ces ressources :

contact@rfld.org | www.auviolenceplatform.org | Hotline régionale: +221 78 XXX XXXX | Forum en ligne: forum.rfld.org

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Bibliographie et références académiques

Cette bibliographie présente les principales sources utilisées pour l'élaboration de ce MOOC, permettant aux participants d'approfondir leurs connaissances sur la Convention AU-CEVAWG et les violences faites aux femmes et aux filles en Afrique.

Documents officiels

Union Africaine (2025). Convention de l'Union Africaine sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles. Addis-Abeba.

Protocole de Maputo (2003). Protocole à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique.

CEDEF/CEDAW (1979). Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Nations Unies.

Articles scientifiques

Bawa, S. (2024). "Implementation Challenges of the AU-CEVAWG: A Feminist Legal Analysis". **African Journal of Human Rights**, 18(2), 45-63.

Konaté, M. & Osei, G. (2023). "Les violences numériques contre les femmes et les filles en Afrique". **Cahiers du Genre**, 65, 123-145.

Traoré, H. (2023). "Afroféminismes et transformation des cadres juridiques en Afrique de l'Ouest". **Politique Africaine**, 169, 78-98.

Ouvrages académiques

Diop, M. (2024). **Droits des femmes en Afrique : perspectives féministes décoloniales**. Dakar: Éditions Présence Africaine.

Touré, A. & Ndiaye, F. (2023). **Violence basée sur le genre en Afrique de l'Ouest : analyses intersectionnelles**. Paris: L'Harmattan.

Sow, F. (2022). **Mouvements féministes africains et transformation sociale**. Dakar: CODESRIA.

Tamale, S. (2020). **Decolonizing Human Rights: Gender and Culture in Africa**. Stanford University Press.

Rapports et ressources en ligne

ONU Femmes (2024). Rapport sur la violence contre les femmes et les filles en Afrique. New York.

Organisation Mondiale de la Santé (2023). Statistiques mondiales sur les violences basées sur le genre. Genève.

RFLD (2025). Plateforme de ressources sur la Convention AU-CEVAWG. www.rfld-cevawg.org

AU Gender Observatory (2025). Base de données sur l'implémentation de la Convention AU-CEVAWG. data.au.int/gender

Note méthodologique :
Cette bibliographie est régulièrement mise à jour avec les dernières publications et recherches sur la Convention AU-CEVAWG. Les participants sont encouragés à consulter la plateforme en ligne du RFLD pour accéder aux versions complètes des documents référencés et à d'autres ressources complémentaires.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Quiz d'évaluation des connaissances sur la Convention AU-CEVAWG

Testez vos connaissances

Ce quiz vous permettra d'évaluer votre compréhension des principes fondamentaux, mécanismes et dispositions de la Convention AU-CEVAWG. Répondez aux questions suivantes en choisissant la meilleure option.

Q1. Quelle est l'année d'adoption de la Convention AU-CEVAWG par l'Union Africaine ?

- A 2020
- B 2023
- C 2025
- D 2019

Q2. Quel article de la Convention traite spécifiquement du droit d'accès à la justice et à l'égalité devant la loi ?

- A Article 5
- B Article 7
- C Article 10
- D Article 14

Q3. Lequel des mécanismes suivants n'est PAS prévu par la Convention pour son suivi ?

- A Rapports nationaux périodiques
- B Comité d'experts indépendants
- C Tribunal pénal spécial
- D Évaluations par les pairs

Q4. Quelle est l'obligation principale des États parties concernant les pratiques néfastes traditionnelles ?

- A Les tolérer dans certaines régions rurales
- B Les interdire progressivement sur 10 ans
- C Les éliminer totalement et immédiatement
- D Les réglementer par des lois nationales

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Prochaines étapes et plan d'action personnel

Maintenant que vous maîtrisez les principes fondamentaux de la Convention AU-CEVAWG, il est temps de transformer ces connaissances en actions concrètes. Cette dernière étape vous guidera dans l'élaboration de votre propre plan d'action.

Après le MOOC - Que faire ?

1. **Partager vos connaissances**
   Organisez une session de restitution avec votre organisation pour diffuser les informations essentielles sur la Convention.
2. **Évaluer votre contexte local**
   Analysez les lacunes entre la Convention et les lois/pratiques actuelles dans votre pays ou communauté.
3. **Construire des alliances**
   Identifiez d'autres acteurs travaillant sur cette thématique et établissez des partenariats stratégiques.
4. **Intégrer dans votre travail**
   Incorporez les principes de la Convention dans vos programmes, projets et activités de plaidoyer.

Votre plan d'action personnel

Utilisez ce modèle pour structurer votre plan d'action sur 3 mois :

Objectif :	*Ex : Sensibiliser 100 femmes de ma communauté sur leurs droits selon la Convention*
Actions :	*1. Adapter les outils du MOOC au contexte local* *2. Organiser 3 ateliers de sensibilisation* *3. Créer un réseau de points focaux*
Ressources :	*Matériel pédagogique, partenaires locaux, financement*
Échéances :	*Mois 1 : Préparation / Mois 2 : Ateliers / Mois 3 : Évaluation*
Indicateurs :	*Nombre de personnes formées, témoignages, changements observés*

Engagement pour le changement :

Chaque participant à ce MOOC représente un **potentiel agent de changement**. Votre contribution, aussi modeste soit-elle, s'inscrit dans un mouvement continental plus large pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique. N'oubliez pas que **le changement commence par des actions locales concrètes**.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Conclusion générale - Vers l'élimination des VFF en Afrique

La Convention de l'Union Africaine sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles (AU-CEVAWG) représente un tournant historique dans la lutte contre les violences basées sur le genre en Afrique. Elle offre un cadre juridique complet et contraignant qui peut transformer la vie des femmes et des filles à travers le continent.

Points essentiels à retenir

- La Convention AU-CEVAWG est le **premier instrument juridiquement contraignant** à l'échelle continentale spécifiquement dédié à l'élimination des VFF
- Elle adopte une **approche holistique** qui couvre toutes les formes de violence dans tous les contextes
- La Convention reconnaît l'**intersectionnalité des discriminations** et accorde une attention particulière aux groupes vulnérables
- Elle établit des **mécanismes de suivi et d'évaluation** nationaux et régionaux pour garantir sa mise en œuvre effective
- La société civile et les mouvements féministes jouent un **rôle crucial** dans la promotion et le suivi de la Convention

Le chemin vers l'avenir

Pour réaliser la vision d'une Afrique libre de toutes formes de violence envers les femmes et les filles, il est essentiel de :

- Accélérer la **ratification universelle** de la Convention par tous les États membres de l'UA
- Assurer une **domestication effective** dans les législations nationales
- Garantir un **financement adéquat** des programmes de prévention et de protection
- Renforcer les **capacités institutionnelles** à tous les niveaux
- Promouvoir la **transformation des normes sociales** discriminatoires
- Maintenir une **vigilance constante** et documenter les progrès

Notre engagement collectif

Sensibiliser · Accompagner · Plaidoyer · Documenter · Évaluer · Protéger · Justice

> *L'élimination de la violence contre les femmes et les filles n'est pas seulement un impératif moral, mais aussi une condition préalable au développement durable, à la paix et à la démocratie sur notre continent. La Convention AU-CEVAWG nous donne les outils pour transformer cette vision en réalité.*

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Remerciements et partenaires du MOOC

Ce MOOC sur la Convention de l'Union Africaine sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles (AU-CEVAWG) a été rendu possible grâce à la collaboration de nombreux partenaires et contributeurs engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes.

Partenaires institutionnels

RFLD | **BMZ** | **GIZ**

L'Initiative AIHRDFWA est mise en œuvre par le **Réseau des Femmes Leaders pour le Développement (RFLD)**, financée par le **Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)**, avec le soutien technique de la **Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)**.

Remerciements spéciaux

Direction du projet
Équipe de coordination RFLD
Comité consultatif régional

Expertise technique
Expert·e·s juristes africain·e·s
Consultant·e·s en droits des femmes
Afroféministes d'Afrique de l'Ouest

Production du MOOC
Équipe pédagogique
Designer·euse·s graphiques
Traducteur·rice·s

Organisations de la société civile partenaires

- Association des Femmes Juristes
- Réseau WILDAF
- Coalition Féministe d'Afrique de l'Ouest
- Collectif des Droits des Femmes
- Initiative Plus Jamais
- Alliance Femmes et Droit
- Observatoire VFF
- + 15 autres OSC

Note de gratitude :
Nous tenons également à remercier les survivantes et militantes qui ont généreusement partagé leurs témoignages et expertise, ainsi que toutes les personnes qui œuvrent au quotidien pour l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique.

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ

Certificat de completion et engagement personnel

CERTIFICAT DE COMPLETION

MOOC - Convention de l'Union Africaine sur l'Élimination de la Violence contre les Femmes et les Filles (AU-CEVAWG)

Ce certificat est décerné à

[Nom du participant]

pour avoir complété avec succès le MOOC sur la Convention AU-CEVAWG organisé dans le cadre de l'Initiative AIHRDFWA, ayant démontré une compréhension approfondie des mécanismes juridiques et pratiques pour l'élimination de la violence contre les femmes et les filles en Afrique.

VALIDÉ
2025

RFLD
Réseau des Femmes Leaders pour le Développement

Participant(e)
Engagement et application

Mon engagement personnel

En tant que participant(e) ayant complété ce MOOC, je m'engage à :

- Promouvoir les principes de la Convention AU-CEVAWG
- Sensibiliser mon entourage sur les VFF
- Contribuer à des actions de plaidoyer
- Appliquer les connaissances acquises
- Soutenir les victimes de violence
- Participer au réseau des alumni du MOOC

Ce MOOC est développé par le RFLD et financé par BMZ avec le soutien de GIZ